C 95/INF/18 F

Septembre 1995

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

联合国粮食及农业组织

Food and Agriculture Organization of the United Nations

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

CONFÉRENCE

Vingt-huitième session

Rome, 20 octobre - 2 novembre 1995

RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes
INTRODUCTION	1-4
LA REPONSE A L'APPEL MONDIAL A L'ACTION	5-29
Rappel des objectifs et des engagements de la CIN	5-7
Efforts déployés pour concrétiser les engagements pris	8-29
EXAMEN SELECTIF DE PLANS D'ACTION NATIONAUX	30-51
Intégration d'éléments et de considérations d'ordre nutritionnel dans les plans et programmes de développement	33-35
Assurer la sécurité alimentaire des ménages	36-40
Protéger les consommateurs en améliorant la qualité et l'innocuité des aliments	41-46
Combattre les carences en micronutriments	47-49
Evaluer, analyser et surveiller les situations alimentaires et nutritionnelles	50-51
CONCRETISATION DES PLANS: LE DEFI A RELEVER	52-58

	Page
Annexes	
Tableau 1: Etat d'avancement des plans d'action nationaux sur la nutrition et soutien fourni par la FAO	15
Tableau 2: Principales réunions régionales et sous-régionales de suivi de la CIN	16

W/V8162/c - F.375

Par économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

INTRODUCTION

1. L'initiative prise conjointement par la FAO et l'OMS d'organiser la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) découle de la constatation que malgré les progrès notables accomplis à travers le monde en matière d'augmentation des approvisionnements alimentaires et d'amélioration de l'état nutritionnel des populations, la communauté mondiale reste loin d'assurer à tous un accès suffisant à la nourriture dont ils ont besoin pour se maintenir en bonne santé et en bon état nutritionnel. Au moment de la CIN, on estimait à 800 millions le nombre de personnes qui n'étaient pas en mesure de se procurer des aliments en suffisance pour répondre à leurs besoins énergétiques minimums, et des centaines de millions d'autres souffraient de carences en divers micro-nutriments ou de maladies provoquées par des aliments et une eau contaminés. Les buts premiers de la CIN étaient de sensibiliser le public dans le monde entier aux problèmes nutritionnels, de promouvoir des stratégies et des mesures permettant de s'attaquer efficacement à ces problèmes et de stimuler la volonté politique nécessaire pour cela.

2. Lorsque les gouvernements des pays membres de la FAO et de l'OMS se sont rencontrés à Rome en décembre 1992 pour la CIN, ils ont déclaré que la faim et la malnutrition étaient inacceptables dans un monde qui dispose à la fois des connaissances et des ressources voulues pour mettre fin à ces calamités. Les 159 pays participants et la Communauté européenne ont tous réaffirmé leur détermination d'assurer de manière permanente le bien-être nutritionnel de chacun et se sont engagés à intensifier les efforts dans ce sens en adoptant à l'unanimité la Déclaration mondiale et le Plan d'action pour la nutrition. Les institutions des Nations Unies participantes ont confirmé leur volonté d'aider les pays dans ces efforts et de donner la priorité à leurs activités et programmes en matière de nutrition.

3. De nombreux faits montrent que la CIN a réussi à atteindre ses objectifs premiers. La grande majorité des pays font état d'un renouveau d'intérêt, de volonté et d'activité pour améliorer l'état nutritionnel de leurs populations. Il est non moins clair cependant qu'on ne saurait se contenter des progrès déjà réalisés et qu'il reste beaucoup à faire. L'amélioration des approvisionnements alimentaires et du bien-être nutritionnel laisse encore de côté de nombreux pays et groupes de population. L'accès à la nourriture reste un grave problème dans de nombreux pays, même là où les approvisionnements alimentaires nationaux sont suffisants. Certains pays ont même régressé par rapport à une situation alimentaire et nutritionnelle déjà fragile. En Afrique subsaharienne, la situation continue de se dégrader et les perspectives d'une amélioration sensible sont faibles. On estime par ailleurs à 16 millions le nombre de réfugiés et à 25 autres millions au moins le nombre de personnes déplacées. Il est évident que l'effort concerté de tous les partenaires du développement doit se poursuivre si l'on veut que les objectifs de la CIN soient atteints.

4. Le Plan d'action pour la nutrition appelle spécifiquement les institutions organisatrices à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan. Depuis le début de la phase préparatoire de la CIN, la FAO présente des rapports périodiques à la Conférence, au Conseil, aux conférences régionales et aux réunions des grands Comités de la FAO. Pour la préparation du présent rapport de synthèse, tous les gouvernements des pays membres et institutions compétentes des Nations Unies ont été invités à présenter un compte rendu et une évaluation des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs de la CIN, en analysant en particulier l'impact de l'ensemble du processus lancé par la Conférence sur les politiques, programmes et activités de toutes sortes visant à améliorer le bien-être nutritionnel. Les pays ont été nombreux à répondre: plus de 70 d'entre eux ont envoyé des comptes rendus d'activité. Le présent rapport s'appuie d'une part sur les informations ainsi fournies par les pays et d'autre part sur un examen des plans nationaux soumis à ce jour.

LA REPONSE A L'APPEL MONDIAL A L'ACTION

Rappel des objectifs et des engagements de la CIN

5. A la Conférence internationale sur la nutrition, les pays membres se sont engagés à oeuvrer, en coopération active avec les organisations multilatérales, bilatérales et non gouvernementales, le secteur privé, les communautés et les particuliers, pour faire disparaître avant la fin de la présente décennie:

- la famine et les décès qu'elle entraîne;
- l'inanition et les maladies dues à des carences nutritionnelles dans les communautés éprouvées par des catastrophes naturelles causées par l'homme;
- les carences en iode et en vitamine A.

Les pays se sont également engagés à réduire substantiellement au cours de la décennie:

- l'inanition et la faim chronique généralisée;
- la sous-alimentation, spécialement parmi les enfants, les femmes et les personnes âgées;
- les autres carences en micronutriments, notamment en fer;
- les cas de maladies transmissibles et non transmissibles liées au régime alimentaire;
- les obstacles sociaux et autres à un allaitement maternel optimal;
- les mauvaises conditions d'hygiène, y compris l'eau non potable.

6. La CIN a invité les gouvernements à traduire cet engagement global en activités au niveau national, et pour cela à élaborer et à mettre en oeuvre des plans d'action nationaux fondés sur les principes et les stratégies énoncés dans la Déclaration mondiale et le Plan d'action pour la nutrition. Il a été suggéré que ces plans nationaux s'appuient sur une analyse de la situation nationale et prennent en compte les besoins de toute la population, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes les plus vulnérables. les gouvernements ont été instamment priés d'encourager la participation de l'ensemble de la collectivité et d'instaurer des mécanismes de coordination intersectorielle pour élaborer, mettre en oeuvre et suivre l'exécution de ces plans, en recherchant la participation de tous les ministères compétents, des administrations et communautés locales, des organisations non gouvernementales et des établissements de recherche ainsi que du secteur privé.

7. La Conférence a souligné que, pour concrétiser les plans d'action, il était impératif que les gouvernements mobilisent suffisamment de ressources financières et humaines. Reconnaissant que de nombreux pays ne possédaient pas les capacités nécessaires, elle a recommandé d'attribuer une priorité élevée à la valorisation des ressources humaines et au renforcement des capacités institutionnelles. La communauté internationale a été appelée à fournir, dans la mesure où les mandats et les ressources des diverses organisations le permettent, un soutien technique et financier accru à la préparation et à la mise en oeuvre des plans d'action nationaux. Les organisations de développement ont été instamment priées de renforcer leurs mécanismes de collaboration afin de participer pleinement à tous les niveaux à la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial.

Efforts déployés pour concrétiser les engagements pris

Consultations intersectorielles

8. Un accomplissement majeur de la Conférence internationale sur la nutrition a été d'aboutir à un consensus mondial sur l'importance, l'ampleur et les causes de la malnutrition et sur diverses politiques et stratégies visant à améliorer la nutrition de façon durable. Outre son rôle de lieu d'échanges international, la Conférence a suscité une mobilisation générale aux échelons local, national et international, en vue de sensibiliser le public, de susciter des idées et d'entreprendre des actions dans toutes sortes de domaines afin d'améliorer le bien-être nutritionnel de toutes les populations. Elle a en outre offert une occasion unique de faire appel aux ressources, tant humaines que financières, disponibles dans divers secteurs et à divers niveaux de la société.

9. Le dialogue mondial entrepris à la CIN sert désormais de cadre à l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux, avec pour but final de traduire les engagements dans les faits. Pour aboutir à la mise au point de plans d'action cohérents, transparents et surtout réalistes, nombre de pays ont recours à un processus de consultations intersectorielles, ce qui implique souvent la mise en place d'un groupe multisectoriel conduit par un ministère technique tel que celui de la Santé, de l'Agriculture ou du Plan, ou par un centre de recherche ou une université. Participent à ce processus de consultation les ministères et organismes publics, les institutions de recherche, les universités, les organisations non gouvernementales, les organisations de développement et le secteur privé.

10. Dans de nombreux pays, les plans nationaux sont élaborés au cours d'une série de consultations sectorielles et intersectorielles. Outre la mise en place d'un groupe multisectoriel, cela exige souvent de créer des groupes de travail sectoriels ou thématiques *ad hoc* et d'organiser des ateliers ou des séminaires nationaux (*voir tableau 1*). Cette démarche permet à la fois de maximiser l'apport de secteurs clefs tels que l'agriculture, la santé, le commerce et l'industrie et de renforcer les liens entre ces secteurs. Pour maintenir et renforcer ces liens intersectoriels, plusieurs pays ont entrepris ou prévoient d'institutionnaliser leur cadre d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi des plans et programmes concernant l'alimentation et la nutrition, afin de poursuivre d'une manière plus permanente et plus formelle le dialogue sur les questions d'actualité en la matière.

11. Dans beaucoup de pays comme le Burkina Faso, le Bénin, l'Equateur et le Pérou, le suivi de la CIN offre aux organisations non gouvernementales, au monde universitaire et au secteur privé une occasion unique de participer à la planification nationale, ce qui renforce la participation de la collectivité et permet aux planificateurs de mieux tenir compte des besoins et de concentrer leur attention sur des groupes cibles. L'échange d'informations et l'établissement des plans en commun donnent plus de force aux programmes du secteur public comme à ceux du secteur privé. Certains pays s'efforcent d'accroître la participation populaire en faisant intervenir des comités locaux de l'alimentation et de la nutrition dans l'élaboration des plans d'action aux niveaux local et régional. L'établissement d'un plan national n'est resté centralisé que dans une petite minorité de pays qui ont fait très peu appel aux organisations non gouvernementales et au secteur privé. D'une manière générale, la participation de l'industrie à la préparation des plans d'action nationaux a été limitée.

Plans d'action nationaux et autres mécanismes visant à atteindre les objectifs de la CIN

12. Au moment où ce rapport est rédigé (juillet 1995), 105 pays dans le monde ont entrepris la préparation ou ont déjà terminé la mise au point de leurs plans d'action nationaux pour la nutrition. Vingt-quatre pays indiquent qu'ils ont mis au point leur plan définitif, 55 sont en train de réviser un projet et 26 en sont à la phase préliminaire. Dans ce dernier groupe, l'élaboration du plan a été entravée par divers facteurs tels que l'absence de capacité locale, l'insuffisance des dispositifs institutionnels, le manque de moyens ou des troubles politiques.

13. Dans plusieurs pays (Kenya, Philippines, République dominicaine, Viet Nam, Zaïre), les plans d'action nationaux pour la nutrition sont adoptés par les pouvoirs publics au plus haut niveau, de sorte qu'ils sont véritablement nationaux. Dans d'autres pays, ils sont adoptés par un ou plusieurs ministères techniques sans en référer aux échelons politiques supérieurs. L'Indonésie, par exemple, a décidé de ne pas élaborer de plan national mais d'aborder les problèmes de nutrition dans le cadre d'autres plans nationaux de développement. Dans plusieurs pays industrialisés comme l'Irlande, Singapour et la France, la nutrition est essentiellement traitée dans le cadre des plans de santé existants; il se peut néanmoins qu'il soit nécessaire dans ces pays d'élaborer des plans nationaux pour traiter des problèmes de sécurité alimentaire parmi les minorités ethniques et d'autres groupes vulnérables.

14. De nombreux pays, tout en préparant des plans d'action nationaux pour la nutrition, mettent également en oeuvre d'autres mécanismes pour atteindre les objectifs de la CIN. Il s'agit notamment des politiques nationales existantes en matière alimentaire et nutritionnelle (Samoa-Occidental, Chili, Mexique, Ouganda, îles Salomon), de plans quinquennaux de développement (Indonésie, Iran, Pakistan, Cambodge), de programmes nationaux d'action en faveur des enfants (Lesotho, Chine, Namibie) ou d'une campagne nationale contre la faim comme au Brésil. Cependant, malgré tout l'éventail des processus de planification employés dans les pays en développement, l'impact des programmes existants est souvent limité par le manque de capacités locales, de ressources et de coordination. Les pays se plaignent que les responsables politiques et les planificateurs ne sont pas suffisamment conscients ni au courant des problèmes de nutrition, ce qui fait que les moyens alloués aux programmes alimentaires et nutritionnels sont insuffisants et que l'on néglige de renforcer la capacité locale et la coordination intersectorielle.

15. L'élaboration des plans nationaux est étroitement tributaire des informations recueillies et des analyses effectuées au cours du processus de la CIN. En particulier, la préparation des exposés par pays et l'organisation des séminaires nationaux ont permis aux planificateurs des secteurs officiel et non officiel de passer en revue les programmes alimentaires et nutritionnels existants, d'en évaluer l'impact compte tenu des efforts et des investissements réalisés, de revoir les priorités et de sélectionner des stratégies appropriées dans le contexte élargi créé par la CIN. De nombreux pays se proposent de poursuivre l'activité de recueil d'informations entamé à l'occasion de la CIN et d'en faciliter l'accès aux utilisateurs potentiels. Dans l'immédiat, les examens et analyses par pays se traduisent par une prise de conscience plus grande de la complémentarité entre les divers programmes sectoriels. Cela se manifeste dans les nombreux plans d'action nationaux qui regroupent les efforts sectoriels dans des plans globaux offrant une meilleure visibilité et permettant davantage d'efficience et d'impact. Cela dit, l'expérience des pays montre que pour transformer les plans d'action nationaux en guides utiles pour l'exécution des programmes, il faut les intégrer à un moment ou à un autre dans les cycles normaux de planification et de budgétisation aux niveaux national et sectoriel.

Volonté accrue d'agir pour améliorer la nutrition

16. La CIN continue de se traduire par une ferme volonté d'intensifier les efforts visant à préserver et à améliorer le bien-être nutritionnel. En témoignent clairement le nombre de personnes mobilisées, le temps et les moyens consacrés à ces activités et le niveau d'assistance technique et financière apportée par divers ministères, institutions, agences et organisations non gouvernementales. Dans plusieurs pays, cette volonté ne se traduit pas seulement par l'élaboration de plans d'action nationaux, mais aussi par une réorientation des activités des ministères techniques concernés (Ghana, Laos, Iran) ou même par la création de nouvelles institutions ou de nouveaux ministères pour s'occuper des questions d'alimentation et de nutrition (Indonésie). De nombreuses organisations non gouvernementales prennent aussi leurs responsabilités en intégrant dans leurs programmes et projets des aspects ou des éléments nutritionnels.

17. Dans la majorité des pays, la CIN continue d'avoir un effet multiplicateur sur les efforts visant à faire participer les collectivités et les habitants eux-mêmes à des activités destinées à améliorer l'état nutritionnel. Certains gouvernements envisagent d'élaborer des plans d'action en faveur de la nutrition au niveau de la province et du district (Cuba, Burkina Faso, Argentine, Kenya, Ouganda), tandis que d'autres, comme le Cambodge, renforcent la participation de la population à la mise en oeuvre des programmes en créant des comités de coopération intersectorielle et de développement rural aux niveaux en question ou même à des niveaux inférieurs.

18. L'expérience des pays montre en outre qu'il existe un effet de synergie entre les efforts déployés pour sensibiliser l'opinion publique et les actions visant à susciter la volonté politique nécessaire. Aux Philippines, par exemple, où la CIN donne lieu à une augmentation des activités visant à améliorer la nutrition, le Président a créé un Conseil national de la nutrition qui a autorité

en la matière et qui s'appui sur un réseau d'organisations et d'institutions permettant une large participation de la communauté et des institutions aussi bien à l'évaluation qu'à la planification. Cela se traduit par une participation tout aussi large à la mise en oeuvre et au suivi du plan d'action national.

Soutien des organismes de développement aux activités de suivi de la CIN

19. La CIN a favorisé et renforcé les partenariats entre organismes de développement afin qu'ils collaborent à la réalisation d'objectifs communs, en particulier au niveau des pays. Etant donné le chevauchement des mandats de nombreux partenaires du développement, il importe de se préoccuper davantage de trouver des possibilités d'aider les pays à mettre au point des stratégies de complémentarité permettant de traiter les problèmes d'alimentation et de nutrition de façon durable en évitant les doubles emplois. Pour leur part, la FAO et l'OMS ont renforcé leurs domaines de collaboration, mais il faut encourager une coordination accrue entre les partenaires du développement, surtout les organismes des Nations Unies, afin qu'ils puissent jouer plus efficacement le rôle qui leur est propre dans le renforcement des capacités nationales à traiter les problèmes alimentaires et nutritionnels.

20. La FAO et l'OMS continuent d'assurer un soutien considérable aux efforts nationaux et régionaux visant à mettre en oeuvre les objectifs de la CIN. Les deux organisations offrent une assistance technique et financière pour l'élaboration des plans d'action nationaux et encouragent activement les consultations intersectorielles en faveur de la nutrition. Afin de faciliter la mise en oeuvre des plans nationaux, la FAO et l'OMS déploient par ailleurs des efforts substantiels pour accroître la capacité locale de traduire les plans en propositions opérationnelles. Jusqu'à présent (juillet 1995), la FAO a fourni une aide à plus de 90 pays dans le monde en finançant des consultants et des ateliers au niveau national et en fournissant l'assistance technique du Siège et des bureaux régionaux. Au total, la FAO et le PNUD ont fourni 1,5 million de dollars aux pays à l'appui des activités de suivi de la CIN (*voir tableau 1*).

21. Les pays considèrent que c'est par le biais d'organes de coordination tant nationale qu'interinstitutions qu'on peut le mieux mobiliser les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des plans. Les efforts nationaux déployés pour promouvoir la coordination intersectorielle et mobiliser des moyens se traduisent par une exigence accrue de la part des ministères et des organismes eux-mêmes d'un renforcement de la coopération interorganismes. Cela devrait permettre des économies importantes et une augmentation des crédits budgétaires alloués à la nutrition, grâce à l'harmonisation des programmes et à une meilleure visibilité de la nutrition dans le cadre global du développement. Dans le passé, les institutions des Nations Unies et d'autres organismes ont participé à des groupes spéciaux, comités intersectoriels et autres mécanismes de coordination nationale en matière d'alimentation et de nutrition. A l'heure actuelle, de nombreux pays comme le Ghana, le Lesotho et la Syrie ont entrepris d'établir un calendrier de consultations régulières interorganismes, ce qui a permis de renforcer sensiblement la collaboration entre la FAO, l'OMS, l'UNICEF et d'autres organisations de développement dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Dans certains pays (Lesotho, Namibie et Soudan), la nutrition est désormais un aspect clé de la Note de stratégie nationale préparée par le PNUD.

22. Aux niveaux régional et sous-régional, la FAO et l'OMS travaillent ensemble à renforcer la coopération technique, à déterminer quelles sont les contraintes et à échanger leurs expériences concernant la mise en oeuvre des recommandations de la CIN. Elles ont dans ce but organisé ou appuyé un certain nombre de réunions et d'ateliers interpays (*voir tableau 2*). Les pays demandent expressément un accroissement de la coopération régionale et sous-régionale et des programmes clairement définis, en fonction des problèmes régionaux mis en lumière par les plans nationaux.

23. Les deux institutions continuent de jouer un rôle majeur de catalyseur dans la poursuite du processus de la CIN. Les pays atteignant actuellement le stade où les plans doivent être mis en oeuvre, il devient de plus en plus important d'aider les initiatives des pays en intensifiant les activités normatives et opérationnelles correspondantes. C'est pourquoi la FAO intensifie son assistance aux pays membres pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, la lutte contre les carences en micro-nutriments et l'amélioration de la qualité et de la salubrité des aliments par des actions concrètes dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et du développement durable. L'Organisation encourage activement l'intégration d'aspects et d'éléments nutritionnels dans tous ses programmes. La FAO fournit en outre, aussi bien aux pays membres qu'aux institutions concernées, des services de suivi, d'évaluation et d'information ainsi que des conseils en matière de politique alimentaire et nutritionnelle. Par sa participation à de nombreuses instances internationales, régionales et nationales, l'Organisation milite activement en faveur de la mise au point et de l'application, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation, de stratégies fondées sur l'alimentation et l'agriculture.

24. L'OMS a renforcé sa capacité d'aider les Etats Membres en établissant une stratégie de soutien de la mise en oeuvre de recommandations de la CIN et en fusionnant les unités chargées des programmes d'aide alimentaire, de la sécurité alimentaire et de la nutrition en une Division de l'alimentation et de la nutrition. Des groupes de travail ont été créés dans les domaines stratégiques de la CIN et le groupe spécial chargé de la nutrition continue de faciliter la collaboration avec la nouvelle division et le soutien de celle-ci. Il sert également de lieu de consultation sur les activités des groupes de travail, favorisant ainsi une approche globale et intégrée de la nutrition. L'OMS poursuit son important travail normatif, passant en revue les données scientifiques et élaborant des normes, critères et principes directeurs pour toute une gamme de questions de nutrition. L'OMS participe activement à l'évaluation et au suivi des situations nutritionnelles dans le monde et gère plusieurs bases de données nationales sur la composition des aliments et les politiques nutritionnelles.

25. Les autres institutions des Nations Unies et organisations de développement fournissent elles aussi un soutien considérable pour la réalisation des objectifs de la CIN. Dans de nombreux pays, l'UNICEF a pris une part active à l'élaboration des plans d'action et programmes nationaux pour la nutrition. Un bon exemple de la coopération FAO-UNICEF est celui du Malawi où chaque institution a fourni une assistance technique afin de renforcer la capacité nationale d'élaboration du plan d'action et des programmes correspondants. La lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la nutrition étant des objectifs clés du programme du FIDA, celui-ci aide les pays par diverses activités dans le cadre de son programme ordinaire. Il indique qu'il a mis au point une stratégie pour améliorer la nutrition grâce à des projets d'investissement rural, ainsi que des méthodes opérationnelles de conception et de suivi de projets afin de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dans le cadre des projets de lutte contre la pauvreté.

26. La Banque mondiale signale que, depuis la CIN, elle a accordé des prêts importants pour des projets relatifs à la nutrition ou comportant d'importants éléments nutritionnels (dans les domaines de l'éducation, de la population et de la santé, de l'agriculture et de l'infrastructure). Si la mobilisation de la Banque en faveur de programmes nutritionnels ne date pas de la CIN, il est évident que la volonté manifestée par les bénéficiaires de s'attaquer aux problèmes de nutrition est en grande partie due à leur participation au processus mis en route par la Conférence. L'AIEA indique qu'elle a augmenté les crédits alloués à la mise en oeuvre des plans d'action nationaux en matière de nutrition et renforcé sa capacité technique dans ce domaine. Elle entreprend également des recherches sur la nutrition et les micro-nutriments et des projets de coopération technique sur la diversification des régimes alimentaires et les aliments traditionnels. L'UNU consacre une attention accrue aux recherches sur la prévention des carences en fer et sur des stratégies d'apport de compléments. Elle s'attache particulièrement à améliorer les informations sur la composition des

aliments et aide un réseau mondial d'institutions régionales et de bases de données à améliorer la qualité et la disponibilité des informations sur la composition des aliments dans les pays en développement. L'UNU et la FAO ont renforcé leur collaboration dans ce domaine.

27. Le PNUE contribue à améliorer la sécurité alimentaire par le biais de programmes de lutte intégrée contre les ravageurs. En collaboration avec la FAO, il aide les pays prévenir et combattre la contamination des aliments par les microtoxines grâce à des programmes de renforcement des capacités et en particulier de formation. Une grande attention est consacrée aux échanges d'informations sur les niveaux de contamination afin d'éviter le rejet d'aliments destinés à l'exportation et d'augmenter ainsi les recettes en devises. Le PAM indique que ses programmes par pays sont guidés par les plans d'action nationaux et que la mise en place de filets de protection en matière de sécurité alimentaire fait l'objet d'une attention accrue. Des éléments relatifs aux micro-nutriments sont inclus dans l'aide alimentaire et les programmes d'alimentation scolaire. Dans plusieurs pays comme le Myanmar, le Laos et le Paraguay, le PNUD coordonne l'assistance fournie par les institutions des Nations Unies pour l'établissement des plans d'action nationaux, tandis qu'au Bangladesh, en Indonésie, au Népal et en Erythrée, il a fourni un soutien dans le cadre de son programme SAT-1.

28. Afin d'intensifier les activités au niveau des pays, certains organismes bilatéraux ont aligné leurs plans d'aide au développement sur les recommandations de la CIN et répondu aux demandes visant à renforcer les programmes nationaux de suivi de la CIN. C'est ainsi que le Canada et les Etats-Unis fournissent une aide pour l'élaboration de stratégies et de programmes visant à réduire les carences en vitamine A, en fer et en iode. Le Danemark signale que son organisme de développement intègre maintenant les considérations de nutrition dans les programmes sectoriels d'aide au développement (santé, pêches, foresterie et agriculture). La Belgique indique que son aide passe par les programmes nationaux existants d'aide au développement, notamment en matière de recherche agricole internationale et de formation en agriculture et en sciences de l'alimentation et de la nutrition. D'autres pays comme la France, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont fourni une assistance technique par l'intermédiaire du programme des cadres associés.

29. Il importe de noter qu'un grand nombre de pays demandent, par l'intermédiaire de leurs plans d'action nationaux et autres mécanismes, aux organisations et institutions d'aligner leurs programmes de développement sur les objectifs et stratégies de la Déclaration mondiale et du Plan d'action pour la nutrition. C'est ainsi que le Burkina Faso, la Mauritanie, le Pakistan, le Bangladesh et la Zambie ont obtenu de la Banque mondiale un financement pour la mise en oeuvre de certaines activités spécifiques de leur plan d'action national.

EXAMEN SELECTIF DE PLANS D'ACTION NATIONAUX

30. A ce jour, 49 plans d'action nationaux ont été soumis à la FAO, ainsi que 71 rapports d'évaluation des activités nationales et des progrès réalisés en direction des objectifs de la CIN. Les plans examinés portent sur tout un éventail de questions et représentent une sélection d'objectifs et d'options stratégiques propres à chaque pays. Cet examen porte sur les thèmes et aspects les plus étroitement liés aux secteurs alimentaire et agricole. La plupart des plans reprennent les thèmes et les grands principes du Plan d'action mondial et constituent un cadre global d'amélioration de la nutrition selon des perspectives multisectorielles. Une minorité de pays est allée au-delà de l'esquisse de stratégies et de programmes à large base et prépare actuellement des schémas détaillés de programmes et de projets avec des calendriers précis, des objectifs atteignables et des budgets réalistes (Cuba, Guinée, Laos, Philippines, Samoa-Occidental, Namibie). A ce stade, cependant, la plupart des plans qui existent, que ce soit sous forme de projets ou à l'état final, ne détaillent pas les activités et ne précisent pas les moyens nécessaires pour mettre en oeuvre les stratégies ou les programmes qu'ils prévoient.

31. La plupart des pays définissent des objectifs concrets d'amélioration de leur situation alimentaire et nutritionnelle dans un délai donné, pour la plupart avant l'an 2000. En général, les activités spécifiques destinées à réaliser ces objectifs ont été définies, mais pas encore de façon suffisamment précise pour pouvoir être mises en oeuvre. Les objectifs que l'on retrouve le plus fréquemment sont les suivants: augmentation de l'apport énergétique journalier au-dessus d'un certain niveau ou jusqu'à un certain niveau; réduction de la malnutrition infantile; réduction ou élimination des carences en vitamine A, iode et fer; réduction des cas de maladie d'origine alimentaire et de contamination et d'altération des aliments; augmentation des échanges alimentaires; adoption de lois, règlements et normes en matière alimentaire; enfin taux de couverture du suivi nutritionnel des groupes vulnérables.

32. Si les plans d'action nationaux témoignent d'une grande diversité des approches de la nutrition selon les pays et les secteurs, on constate que certaines questions reviennent constamment non seulement à l'intérieur d'un même plan mais aussi d'un plan à l'autre. La majorité des pays en développement indiquent qu'ils ont besoin d'une aide urgente pour améliorer la capacité locale de formuler, mettre en oeuvre et suivre les activités en matière d'alimentation et de nutrition. De nombreux pays, particulièrement en Afrique, reconnaissent la faiblesse de la composante "sécurité alimentaire" dans leurs plans d'action nationaux et indiquent que des programmes complets sont nécessaires, avec des mesures visant à accroître les approvisionnements alimentaires, à améliorer la qualité et la salubrité des aliments, à réduire les carences en micronutriments et à assurer des services d'alerte rapide et d'information en matière alimentaire et nutritionnelle. Les plans et rapports nationaux permettent de conclure que le rôle fondamental de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition est désormais reconnu par les pays mais qu'ils ont des difficultés à traduire cela en activités spécifiques dans les secteurs alimentaire et agricole et à intégrer les considérations de nutrition dans les programmes de développement agricole; estiment-ils que, pour s'attaquer efficacement à ces problèmes, il leur faudra un soutien accru de la FAO.

Intégration d'éléments et de considérations d'ordre nutritionnel dans les plans et programmes de développement

33. Les pays indiquent que les organes de coordination actuellement chargés d'intégrer la nutrition dans les plans et programmes de développement n'ont souvent pas la capacité et les moyens nécessaires et que la multiplication d'organes et de comités *ad hoc* pour renforcer la coopération et la coordination intersectorielles aboutit souvent à la dispersion de moyens et de capacités déjà limités. C'est pourquoi de nombreux pays estiment nécessaire de renforcer les mécanismes existants de coordination afin d'accroître l'impact à long terme des programmes de développement sur la nutrition. Des pays comme le Kenya, la Namibie, le Myanmar et le Samoa-Occidental prévoient de créer une organisation-cadre chargée de soutenir la collaboration intersectorielle et de fournir une assistance technique pour l'élaboration des politiques, la mise au point des programmes, leur exécution et leur suivi. Des organisations de ce genre doivent en principe servir d'instruments d'intégration de la nutrition dans les plans et programmes globaux et sectoriels et ont un rôle majeur à jouer dans la diffusion des informations nécessaires en matière d'alimentation et de nutrition.

34. Les Philippines et le Soudan sont des exemples de pays qui déploient des efforts pour renforcer l'impact des programmes de développement sur la nutrition; ils ont défini des activités de formation visant à améliorer la capacité des ministères techniques et des autres organismes compétents aux niveaux national et local d'intégrer dans leurs programmes des éléments et des considérations d'ordre nutritionnel. La Mauritanie et d'autrs pays ont prévu de mettre au point des manuels et des modules de formation. De nombreux pays indiquent également que les planificateurs et les décideurs ne sont pas sensibilisés aux problèmes qui se posent en matière d'alimentation et de nutrition et ne connaissent pas les mécanismes qui permettraient d'y remédier. Les Philippines, le Samoa-Occidental et le Soudan proposent par conséquent de sensibiliser décideurs et planificateurs aux questions de nutrition pour qu'ils en tiennent compte dans leurs plans et programmes sectoriels.

L'évaluation de l'impact nutritionnel devrait fournir des données utiles pour montrer comment les améliorations de la nutrition contribuent à améliorer le rendement des autres investissements sociaux (la scolarisation par exemple) et à accroître la productivité agricole. Pour pouvoir mieux reformuler les politiques et programmes de développement proposés, il faut que les pays renforcent leur capacité d'en évaluer l'impact sur la nutrition. Cette évaluation devrait permettre de déterminer quels sont les changements d'orientation nécessaires pour renforcer les effets positifs et atténuer les effets négatifs sur la nutrition, ce qui devrait contribuer à établir un cadre de politique nationale plus cohérent et une meilleure coordination des politiques intersectorielles.

35. Le Bénin et plusieurs autres pays soulignent que l'adoption officielle de plans d'action nationaux et leur reconnaissance par les organismes de développement sont d'une importance capitale pour que la nutrition soit reconnue comme une composante indispensable des programmes de développement et un indicateur de leur impact. Aussi les pays insistent-ils pour que les organismes de développement intègrent des éléments et des considérations d'ordre nutritionnel dans les programmes d'aide au développement. Dans les pays développés, cela implique surtout d'établir des liens entre consommateurs, producteurs, décideurs et législateurs. Certains pays estiment qu'il incombe aux deux dernières catégories de créer un contexte favorable pour que les agriculteurs et l'industrie alimentaire fournissent à des prix raisonnables des denrées qui respectent les règles d'un régime alimentaire sain, tout en maintenant ou en accroissant la compétitivité commerciale d'une manière qui soit compatible avec un développement écologiquement viable.

Assurer la sécurité alimentaire des ménages

36. La plupart des plans nationaux comportent des orientations et des recommandations générales concernant la prise en compte des questions de nutrition et de sécurité alimentaire dans les plans et programmes de développement, au lieu de définir de façon précise des activités aux niveaux global et sectoriel. De nombreux pays en développement ont déclaré avoir besoin de plans et de programmes complets de sécurité alimentaire et d'un soutien par l'intermédiaire de programmes comme le Programme spécial pour la production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Les stratégies proposées dans leurs plans d'action nationaux sont aussi nombreuses et diverses que les facteurs qu'ils sous-tendent. Seuls quelques pays comme la Namibie et le Viet Nam profitent de l'occasion offerte par la CIN pour élaborer des politiques et des programmes d'action complets en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'Equateur, le Venezuela et d'autres ont l'intention d'élaborer des politiques et programmes en la matière dans le cadre de leur plan d'action national pour la nutrition.

37. Dans la définition des stratégies et des domaines d'action prioritaires pour la sécurité alimentaire, le Soudan, la Tanzanie et d'autres pays se réfèrent aux politiques nationales existantes en matière de sécurité alimentaire et aux grandes orientations relatives à la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la survie des enfants. De façon générale, ces politiques couvrent un large éventail d'options stratégiques allant de l'application d'outils de gestion macro-économique tels que la détermination des prix, les subventions à la production et à la consommation, les mesures incitatives, les salaires minimums et la maîtrise des déficits budgétaires à des approches plus sectorielles telles que la mise au point et le transfert de technologies agricoles, la recherche et la vulgarisation agricoles, la protection de l'environnement et le développement des agro-industries.

38. D'autres activités consistent à créer ou à renforcer, dans certains ministères techniques et institutions, des unités chargées de la sécurité alimentaire et de la nutrition et dont l'objectif essentiel est de fournir une aide à l'élaboration des politiques et programmes et à l'évaluation de leur impact. Ces unités doivent aussi assurer le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le Soudan, le Viet Nam et d'autres pays envisagent d'appuyer l'élaboration des politiques et programmes par la mise en place ou le perfectionnement de systèmes d'information et d'alerte rapide en matière alimentaire et nutritionnelle. Les programmes davantage orientés vers l'action comprennent le développement des infrastructures matérielles, la réduction des pertes après récolte,

la multiplication des semences, le développement de l'aquaculture, l'agroforesterie, le jardinage familial et scolaire. Il importe également de noter que, grâce à la mise au point des plans d'action nationaux, des éléments et considérations d'ordre nutritionnel sont incorporés dans ces activités, ce qui en renforce l'impact tout en permettant d'évaluer leur influence sur la nutrition.

39. Parmi les pays développés, la question de la sécurité alimentaire n'est pas traitée de façon explicite, car les plans de ces pays sont surtout axés sur l'innocuité des aliments, les habitudes alimentaires et les liens entre la santé et la nutrition. L'Australie et la Nouvelle-Zélande indiquent que la sécurité alimentaire implique l'adoption de pratiques agricoles viables du point de vue environnemental dans le contexte d'un commerce international de plus en plus compétitif. Elles estiment nécessaire d'évaluer l'importance et d'analyser les causes de l'insécurité alimentaire parmi les groupes minoritaires et vulnérables et de déterminer des critères pour évaluer les caractéristiques et les niveaux de l'insécurité alimentaire des ménages. La Nouvelle-Zélande fait observer l'importance stratégique de la sécurité alimentaire en cas d'événements qui empêcheraient ou interdiraient les importations alimentaires ou réduiraient fortement les approvisionnements vivriers du pays.

40. Il importe de noter que plusieurs pays (Namibie, Madagascar et Lesotho) sont en train d'établir dans leurs plans d'action nationaux des liens entre les stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire et celles qui visent à lutter contre les carences en micronutriments ou à améliorer la qualité et l'innocuité des aliments. Cela montre clairement qu'ils ont compris que des activités telles que la diversification agricole, l'encouragement de petites agro-industries (transformation, conservation et commercialisation de denrées alimentaires), l'horticulture familiale et scolaire et l'éducation nutritionnelle peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire.

Protéger les consommateurs en améliorant la qualité et l'innocuité des aliments

41. Dans beaucoup de pays en développement et nouvellement industrialisés, l'amélioration de la qualité et de l'innocuité des aliments est désormais un domaine d'action prioritaire afin d'assurer une protection suffisante du consommateur et de favoriser le commerce intérieur et international. Les plans d'action nationaux comprennent des stratégies visant à remédier aux limitations des capacités locales, qui vont du renforcement de l'infrastructure nationale de contrôle des aliments (institutions, législation, ressources humaines et services d'inspection) à la formation des producteurs, transformateurs et autres intervenants dans la manipulation des aliments ainsi qu'à l'éducation et à l'information des consommateurs.

42. Dans la majorité des pays en développement, la valorisation des ressources humaines et la formation du personnel de contrôle des aliments, ainsi que de celui de l'industrie et du commerce alimentaires deviennent prioritaires. A cet égard, ils estiment nécessaire de renforcer les institutions et les activités régionales de formation. Beaucoup de pays, en particulier en Afrique, attachent également une grande importance à la valeur nutritionnelle et économique des aliments traditionnels et ils définissent dans leurs plans des stratégies visant à mettre au point et à perfectionner les techniques de transformation et de stockage des aliments locaux.

43. Beaucoup de pays d'Asie et de certaines régions d'Afrique reconnaissent l'impact économique et nutritionnel du secteur alimentaire informel. Leurs plans d'action nationaux prévoient des stratégies spécifiques pour améliorer, contrôler et surveiller la qualité et l'innocuité des aliments dans ce secteur. A cet égard, l'Egypte, le Soudan et le Samoa-Occidental notamment insistent sur l'importance de fournir de l'eau potable aux ménages et d'assurer une infrastructure adéquate aux points de vente d'aliments sur la voie publique.

44. Compte tenu de la libéralisation de plus en plus grande des échanges dans le monde, la majorité des pays soulignent la nécessité de renforcer les activités de contrôle de qualité des denrées alimentaires pour l'importation et l'exportation. Cela devrait permettre de disposer d'un cadre

adéquat pour l'extension aux marché intérieurs des services de contrôle des aliments et autres services de protection du consommateur. Des pays comme l'Egypte, le Lesotho, le Samoa-Occidental, le Myanmar, la Hongrie et le Cambodge ainsi que bien d'autres accordent beaucoup d'attention à la mise au point et à la promulgation de lois, règlements et normes internationalement reconnus en matière alimentaire, tandis que plusieurs pays développés et la plupart des pays en développement prévoient d'introduire ou de renforcer l'homologation des produits alimentaires, les systèmes d'assurance de qualité et les laboratoires d'analyse.

45. Dans les pays développés, une grande importance est accordée à l'étiquetage des aliments et aux activités portant sur leur composition. Dans ce dernier domaine, on prévoit de renforcer les réseaux régionaux de bases de données sur la composition des aliments. Non moins importante est la promotion, par le biais de programmes de formation et d'information, de systèmes d'assurance de qualité des aliments tels que le HACCP dans l'Union européenne et dans d'autres pays industrialisés.

46. De nombreux pays sont en train de mettre au point des réglementations spéciales concernant l'enrichissement des aliments. Madagascar, la Côte d'Ivoire, le Myanmar, la République dominicaine, le Nicaragua, le Swaziland et le Lesotho ont défini des mesures de contrôle des aliments dans le but de les enrichir en micronutriments et en particulier d'ioder le sel.

Combattre les carences en micronutriments

47. Les plans d'action et les rapports nationaux indiquent que des activités sont menées dans de nombreux pays en développement pour lutter contre les carences en micronutriments. L'UNICEF et d'autres institutions ont beaucoup travaillé sur la prévention des troubles dus aux carences en iode par l'iodation du sel et sur la mise en vigueur d'une législation appropriée. Dans le passé, les travaux sur les carences en vitamine A et en fer se sont essentiellement axés sur la supplémentation et dans une moindre mesure sur l'enrichissement ainsi que sur des solutions au niveau agricole. Dans leur choix de stratégies spécifiques pour lutter contre les carences en micronutriments, la plupart des pays estiment qu'il faut éliminer progressivement la solution de la supplémentation et la remplacer par des actions plus durables telles que la diversification et l'augmentation de la production, de la transformation et de la commercialisation d'aliments naturellement riches ou artificiellement enrichis en certains micronutriments.

48. En vue de l'application des solutions fondées sur les produits alimentaires eux-mêmes, des pays comme le Kenya, le Bénin et les Philippines prévoient une formation portant sur diverses stratégies et divers aspects liés aux technologies et au contrôle de qualité alimentaires. D'autres pays en développement comme le Cambodge et la République dominicaine estiment que l'éducation nutritionnelle et l'initiation des agents de vulgarisation agricole aux stratégies basées sur les aliments eux-mêmes et la formation des personnels de santé à la reconnaissance des troubles dus aux carences nutritionnelles sont d'une importance capitale pour éliminer à long terme ces carences, et notamment les carences en micronutriments. Cuba, le Laos, le Viet Nam, le Nicaragua et la Bolivie ont élaboré des programmes de diversification des cultures et des régimes alimentaires afin d'accroître la disponibilité et la consommation d'aliments riches en micronutriments; ils encouragent par ailleurs l'enrichissement des aliments. L'Australie et plusieurs autres pays sont en train de mettre au point des principes directeurs recommandant la consommation d'aliments riches en certains micronutriments.

49. Le Kenya, le Maroc et la Mauritanie soulignent que, mis à part la vitamine A, le fer et l'iode, d'autres micronutriments tels que les vitamines D et C, le zinc et le calcium doivent faire l'objet d'une plus grande attention. Ces pays et d'autres estiment que l'ampleur et la gravité de certaines carences en micronutriments sont insuffisamment connues et qu'il faut considérer comme prioritaires l'évaluation et l'analyse de la situation afin de permettre la mise au point de stratégies appropriées.

Evaluer, analyser et surveiller les situations alimentaires et nutritionnelles

50. Il ressort clairement des rapports et plans nationaux que les programmes et systèmes existants pour la collecte et l'analyse des informations alimentaires et nutritionnelles doivent être renforcés afin de permettre un suivi efficace de l'impact des plans et activités en matière de nutrition. De nombreux pays expriment la nécessité de mettre au point une méthodologie appropriée pour l'échantillonnage et l'analyse et de revoir les indicateurs, les taux de couverture, les délais qui s'écoulent entre la collecte et la diffusion des données, l'accès à celles-ci, ainsi que leur qualité et leur utilité. Reconnaissant le manque de coordination face à l'énorme quantité de données relatives à l'alimentation et à la nutrition, des pays industrialisés comme l'Australie et le Danemark ont l'intention d'instaurer un mécanisme national de coordination pour le suivi alimentaire et nutritionnel.

51. Plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie prévoient de renforcer les capacités nationales existantes en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données et préconisent d'accroître la coordination et la coopération entre divers systèmes d'information relatifs à l'alimentation et à la nutrition afin d'optimiser l'utilisation des moyens et d'améliorer la qualité et l'utilité des informations. Ils prévoient d'améliorer les systèmes existants d'information nutritionnelle, qui contiennent des données sur l'état nutritionnel des groupes vulnérables, en y incluant également des données sur la sécurité alimentaire et d'autres indicateurs. La formation du personnel, le renforcement de la participation communautaire et une plus grande viabilité des systèmes d'information sont également jugés importants. A cet égard, des pays comme les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée, les Philippines et le Soudan se proposent d'instaurer des systèmes locaux de surveillance et d'alerte rapide en matière de nutrition adaptés au contexte et aux besoins locaux.

CONCRETISATION DES PLANS: LE DEFI A RELEVER

52. La réussite de la mise en oeuvre du Plan mondial d'action pour la nutrition implique que les pays et les organismes prennent un certain nombre de mesures concernant les dispositifs institutionnels et les questions de fond. Il faut en priorité que les pays intègrent les plans d'action nationaux pour la nutrition dans les cycles de planification et de budgétisation sectoriels pour le développement. Ceci est capital pour assurer l'engagement national et la disponibilité de ressources et permettra d'accroître la visibilité des plans et de la nutrition dans le cadre global du développement, ce qui sera très utile pour mobiliser les ressources des organismes bilatéraux et multilatéraux du développement. Il faudra cependant, avant d'obtenir l'engagement et les ressources nécessaires pour une mise en oeuvre efficace, que les plans d'action actuels deviennent opérationnels. A cette fin, les pays devront axer leur attention sur certains domaines d'action clés sans pour autant négliger la prespective globale du plan. Cela nécessitera la mise au point de propositions détaillées de projets ou de plans opérationnels périodiques, avec des délais précis, des objectifs atteignables et des budgets réalistes. Plusieurs pays, dont certains des plus pauvres, ont déjà atteint ce stade et auront besoin d'un important soutien technique et financier pour assurer la mise en oeuvre totale.

53. Afin d'assurer l'exécution efficace des plans nationaux avec la participation pleine et entière de tous les secteurs, il faudra également que les pays envisagent:

- d'entreprendre des réformes institutionnelles visant à intégrer efficacement la formulation des politiques à la planification et à la mise en oeuvre au niveau local;
- de promouvoir l'élaboration et l'application de méthodologies participatives dans la planification au niveau local;
- d'encourager la participation du secteur privé en tant que partenaire de la mise en oeuvre des plans en parvenant à un consensus national impliquant le secteur public, les ONG et les organisations de base;

- d'intégrer dans les plans nationaux des mécanismes de suivi fournissant des informations en continu, transformant le processus de mise en oeuvre en un processus d'apprentissage permanent; enfin
- d'identifier les domaines de haute priorité où il convient de mettre en oeuvre des actions multisectorielles afin d'exploiter les synergies pour améliorer la nutrition.

54. Le renforcement des programmes existants en matière alimentaire et nutritionnelle est tout aussi important. Il faudra pour cela faire converger dans toute la mesure possible les programmes qui existent dans divers domaines vers les objectifs communs consistant à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition. Cela nécessitera une coordination accrue et une coopération plus étroite entre les ministères et organismes nationaux et les partenaires bilatéraux et multilatéraux du développement. Les organes de coordination au niveau national et interinstitutions ayant à cet égard un rôle capital de catalyseurs, leur capacité de traiter les problèmes alimentaires et nutritionnels devra être renforcée dans de nombreux pays.

55. A la suite de la CIN, les pays sont en train d'adopter des stratégies nutritionnelles à large assise, qu'il faut maintenant traduire en mesures concrètes, précises et ciblées. Dans leurs plans et leurs rapports d'avancement, beaucoup de pays en développement demandent une assistance afin de se doter des capacités nécessaires pour définir, mettre en oeuvre et suivre ces activités, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire. Une responsabilité importante incombe aux organismes techniques de développement: aider les pays à acquérir les compétences nécessaires et à renforcer les dispositifs institutionnels et les infrastructures afin d'aborder ces problèmes de façon globale et complète. Leurs avis sur la formulation et l'évaluation des projets seront également nécessaires, ainsi qu'une aide pour déterminer l'impact des activités de développement sur la nutrition.

56. Compte tenu de la nécessité pour les pays de mettre en oeuvre des programmes complets de sécurité alimentaire, la FAO encourage un développement agricole à large assise, à la fois comme source d'aliments pour répondre aux besoins nutritionnels d'une population mondiale en expansion rapide et en tant que moyen d'améliorer l'accès aux denrées alimentaires et autres produits de base par la création de revenus et d'emplois. Reconnaissant les besoins particuliers d'un grand nombre de pays en développement, la FAO a pris l'initiative d'un Programme spécial de production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Le but principal est d'aider ces pays à accroître rapidement leur production vivrière, leur productivité agricole et l'accès à la nourriture par la création d'emplois. Mis en route à titre pilote dans un nombre limité de pays, ce programme est axé sur la promotion de technologies améliorées de production et d'une maîtrise plus grande de l'eau pour les grandes cultures de base.

57. La nécessité de traiter le problème de la sécurité alimentaire mondiale de façon globale au plus haut niveau afin de mieux sensibiliser chacun à ce problème, d'accroître la volonté politique des responsables et d'obtenir une action internationale concertée a conduit le Directeur général à proposer de convoquer un Sommet mondial de l'alimentation où les dirigeants mondiaux auraient la possibilité d'examiner la situation actuelle et les perspectives d'avenir et de se mettre d'accord sur des politiques et des actions appropriées. Le Conseil, à sa cent huitième session, a appuyé cette initiative et recommandé que la Conférence approuve l'organisation du Sommet en 1996. Ce Sommet devra aborder la sécurité alimentaire en tant que problème stratégique, politique et économique, le but final étant de protéger et de favoriser le bien-être nutritionnel de tous. Les problèmes les plus importants sont: la base éthique de la sécurité alimentaire; les liens entre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le sous-développement; les facteurs qui déterminent l'accès matériel et économique à la nourriture; la biodiversité, les aliments locaux et la gestion des ressources naturelles; la dette extérieure; la diversification des produits; le rôle de l'agriculture et du développement rural dans les économies nationales; la recherche et le transfert de technologies; enfin, l'importance suprême de la paix et de la stabilité politique.

58. Le Sommet devra en principe rendre plus explicites et plus opérationnels les liens évidents mais pas toujours simples qui existent entre le développement agricole, la production vivrière et la nutrition. Cela renforcera considérablement les efforts déployés pour sensibiliser davantage les décideurs et les planificateurs aux conséquences de leurs décisions et de leurs actions pour la nutrition et leur permettre de mettre au point des plans et programmes globaux et complets afin d'apporter des améliorations durables à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En prolongeant l'impulsion donnée par la CIN et d'autres conférences internationales, le Sommet mondial de l'alimentation devrait offrir une bonne occasion de mettre en action au moment opportun les plans et les déclarations.

ANNEXES

TABLEAU 1
Etat d'avancement des plans d'action nationaux sur la nutrition et soutien fourni par la FAO

	Afrique	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient	Amérique du Nord et Europe	Monde
Plans finals	7	6	5	4	2	24
Projets de plans	21	11	14	4	5	55
Plans en préparation	9	5	7	3	2	26
Séminaires et ateliers nationaux	28	10	15	5	4	62
Comités multisectoriels	33	14	18	5	4	74
Projets PCT-Suivi de la CIN en milliers de $E.-U.	2	1	-	1	-	4
	294	115	-	56	-	465
Projets SAT-1-Suivi de la CIN en milliers de $E.-U.	1	3	-	-	-	4
	87,78	341	-	-	-	428,78
Protocoles d'accord - Suivi de la CIN en milliers de $E.-U.	17	7	18	5	3	50
	220,5	140	159,5	39,5	45	604,5
Cadres associés pour le suivi de la CIN	5	4	2	-	-	11
Rapports d'avancement nationaux sur le suivi de la CIN	27	15	13	5	11	71

TABLEAU 2
Principale réunions régionales et sous-régionales de suivi de la CIN

Région et nombre de pays participants	Dates	Lieu
Afrique		
Séminaire FAO/OMS/UNICEF sur la surveillance de l'alimentation et de la nutrition et le suivi de la CIN - Afrique lusophone (5)	mai 1993	Bissau, Guinée-Bissau
Réunion FAO/OMS/USAID pour l'Afrique - parrainée par ECSA et le Gouvernement kényan (17)	décembre 1993	Nairobi, Kenya
Atelier sous-régional - Afrique anglophone (20)	avril 1995	Hararé, Zimbabwe
Atelier sous-régional - Afrique francophone (21)	juillet 1995	Cotonou, Bénin
Asie et Pacifique		
Consultation régionale d'experts de la FAO sur la sécurité alimentaire des ménages "Réseau Asie-Pacifique - alimentation et nutrition" (9)	juin 1993	Bangkok, Thaïlande
Atelier sous-régional FAO/OMS - Pays insulaires du Pacifique Sud (7)	octobre 1994	Nadi, Fidji
Atelier sous-régional - Asie (11)	mars 1995	New Delhi, Inde
Amérique latine et Caraïbes		
Atelier sous-régional FAO/OMS - Amérique du Sud (19)	mars 1994	Quito, Equateur
Atelier sous-régional FAO/OMS - Amérique centrale (10)	octobre 1993	Tegucigalpa, Honduras
Ateliers sous-régional FAO/OMS - Caraïbes anglophones (11)	décembre 1994	Kingston, Jamaïque
Atelier sous-régional - Organisations non gouvernementales	novembre 1995	Lima, Pérou
Proche-Orient		
Atelier sous-régional FAO/OMS - Proche-Orient (11)	septembre 1994	Alexandrie, Egypte
Atelier sous-régional - Pays du Golfe (6)	mai 1995	Dubai, Emirats arabes unis